

Des îlots de pauvreté dans les pays riches

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **71 (1979)**

Heft 9

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-385972>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Des îlots de pauvreté dans les pays riches

La croissance économique remarquable des années soixante dans les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a conduit certains aux plus hauts niveaux de revenu – et de consommation – par habitant du monde industrialisé. En même temps, les dépenses consacrées au maintien du revenu n'ont cessé de croître jusqu'à atteindre 9% environ du produit national total de l'ensemble des pays de l'OCDE au début des années soixante-dix.

Cependant, la pauvreté se maintient obstinément dans les pays avancés du monde et pourrait vraisemblablement augmenter en raison de la montée actuelle du chômage, indique une étude préparée par le Dr Wilfred Beckerman, du Collège Balliol d'Oxford, en collaboration avec des chercheurs du Bureau international du travail, et qui vient d'être publiée*.

L'étude tente de mesurer quantitativement le degré de pauvreté dans quatre pays (Australie, Belgique, Grande-Bretagne et Norvège) choisis comme représentatifs de l'ensemble des pays développés.

Ceux qui peuplent ces îlots de pauvreté au milieu de l'opulence sont des nécessiteux par rapport à leur propre environnement, mais ils connaissent rarement la lutte pour la survie qui est le lot de centaines de millions d'habitants vivant dans l'écrasante misère du tiers monde.

Un impact important

Les résultats de l'étude indiquent qu'après avoir touché diverses prestations, 10% de la population des quatre pays étaient, en 1973 – année sur laquelle porte l'étude – au-dessous du seuil de pauvreté reconnu internationalement (seuil défini comme un pourcentage type uniforme du revenu moyen personnel dans chaque pays). Si ce pourcentage s'appliquait à tous les pays de l'OCDE, cela signifierait que quelque 60 millions de personnes auraient été, cette année-là, au-dessous du seuil international de pauvreté.

L'étude montre également que l'impact direct des programmes visant au maintien du revenu dans ces pays a été substantiel et qu'en

* «Les programmes de maintien du revenu et leur impact sur la pauvreté dans quatre pays développés.» Etude de cas de l'Australie, de la Belgique, de la Norvège et de la Grande-Bretagne, par le Dr Wilfred Beckerman, en collaboration avec Wouter van Ginneken, Richard Szal et Michel Garzuel, BIT, Genève, 1979. Cette étude a été effectuée dans le cadre du programme de recherche du BIT sur la répartition du revenu et l'emploi.

l'absence de telles prestations, le nombre des cas de pauvreté aurait été trois fois plus élevé. Autrement dit, quelque 180 millions de «familles» auraient été au-dessous du seuil de pauvreté dans les pays de l'OCDE en 1973. Les chiffres de l'étude montrent aussi qu'en Belgique, en Grande-Bretagne et en Norvège, **des réductions de l'ordre de 90 % du niveau de pauvreté sont le résultat direct de ces prestations.**

La question se pose dès lors de savoir pourquoi la pauvreté dans les pays avancés serait si importante sans l'octroi de prestations. De savoir également pourquoi une part importante du produit national doit être consacrée à colmater les brèches de la pauvreté dans des sociétés où les travailleurs ont en général un pouvoir de négociation incomparablement plus grand qu'au début du siècle, où le plein emploi a pu être maintenu plus aisément et où les familles nombreuses sont maintenant l'exception.

Une analyse des types de pauvreté et de l'impact des prestations montre que les pauvres dans les sociétés avancées sont de plus en plus **des gens ayant dépassé l'âge d'admission à la pension.** Ces personnes âgées représentaient une proportion du total de la population pauvre sans commune mesure avec leur part dans la population totale, cette proportion allant d'environ 40 % en Australie à 60 à 70 % en Belgique et en Grande-Bretagne.

Les couples mariés

«Que les personnes âgées, souligne l'étude, risquent de tomber dans le dénuement en l'absence de prestations, il n'y a là, bien sûr, aucun mystère: la plupart n'ont qu'un revenu insuffisant, voire aucun.» L'étude souligne aussi le nombre croissant de cas de pauvreté parmi les adultes célibataires – environ 30 % des pauvres en Grande-Bretagne, par exemple – et parmi les couples mariés avec enfants – qui représentent une part disproportionnée de l'écart de pauvreté après prestations en Norvège.

Le développement économique du type de celui que connaissent ces pays peut en soi être une cause, suggère l'étude. Si les seuils d'imposition sont abaissés – comme on l'a fait en Grande-Bretagne – et si les contributions de sécurité sociale sont augmentées, il en résulte qu'un grand nombre de gens paient des impôts bien que leurs revenus soient inférieurs au seuil de pauvreté. Ce pourrait être une menace grandissante, particulièrement en Grande-Bretagne où les allocations familiales n'ont pas suivi l'augmentation d'ensemble des revenus réels.

Pour aboutir à une analyse du degré de pauvreté et pour calculer le nombre des pauvres, les chercheurs ont pris pour base à la fois les seuils nationaux de pauvreté (qui peuvent dépendre d'un niveau minimum de revenu comme en Belgique, ou du programme de pres-

tations complémentaires comme en Grande-Bretagne) et le seuil international de pauvreté, légèrement plus élevé.

Volonté politique

Les résultats de l'analyse montrent, en termes statistiques, qu'au-dessous du seuil de pauvreté des différents pays, la pauvreté est encore importante, excepté en Belgique. Mais si l'on prend pour base le seuil international, les chiffres de la Belgique approchent ceux de la Grande-Bretagne et de la Norvège. Le nombre de cas de pauvreté en Australie dépasse le niveau de ceux des trois autres pays, quel que soit le seuil, national ou international, pris en considération.

Bien que l'influence des prestations de maintien du revenu sur la réduction de la pauvreté ait été substantielle, toutes les méthodes utilisées ne sont pas satisfaisantes, conclut l'étude. Elle souligne qu'on risque maintenant que l'allègement de la pauvreté dans les pays avancés ne soit pas abordé sérieusement, sauf dans le contexte de mesures liées effectivement aux problèmes généraux de l'économie. Ce n'est pas tant une question de voies et moyens, mais plutôt une question de volonté politique de l'ensemble de la communauté.

Une autre étude sur la pauvreté dans les pays développés, intitulée «Fiscal measures for poverty alleviation in the United States», par David Hsieh, vient d'être publiée (en anglais seulement) par le BIT. Des études similaires sont prévues sur le Canada, la Grèce, l'Irlande et l'Italie.